

République slovaque

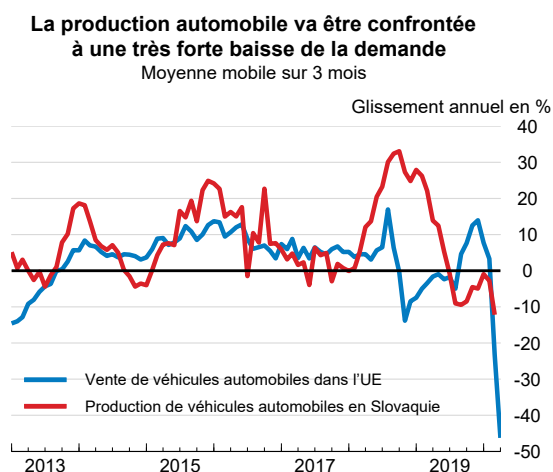
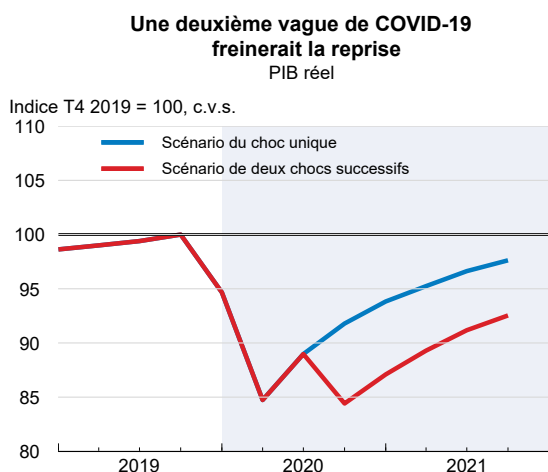
L'économie va être durement frappée par la crise actuelle, même si le pays a réussi jusque-là à endiguer l'épidémie. L'effondrement des échanges mondiaux et la désorganisation massive de chaînes de valeur mondiales pénaliseront le secteur manufacturier, dépendant des exportations. En cas de résurgence du virus vers la fin de l'année (scénario de deux chocs successifs), le PIB devrait accuser un recul de plus de 11 % en 2020. Le PIB se contractera de 9.3 % si la vague de la pandémie se calme durant l'été et en l'absence de nouvelle vague (scénario du choc unique). La reprise sera entravée dans un climat d'incertitude accrue et de chômage élevé.

Les mesures budgétaires mises en place amortiront l'impact de la récession jusqu'à un certain point. Divers programmes d'aide assurent des transferts supplémentaires aux ménages, aux travailleurs indépendants et aux entreprises. Toutefois, pour que cette aide à la population et à l'économie soit efficace, il faudra renforcer les services publics de l'emploi et simplifier les procédures de demande afin d'assurer que les allocations seront versées en temps et en heure. Il sera nécessaire d'assurer un suivi et une évaluation de ces mesures dès lors que l'aide devra être étendue et adaptée si les coûts économiques de la crise actuelle s'inscrivaient dans la durée. Même si la dette relativement peu élevée procure une marge de manœuvre budgétaire pour soutenir l'économie, il faudra formuler une stratégie budgétaire à moyen terme claire et la faire connaître. De ce fait, une réforme des retraites serait indispensable pour contribuer à assurer la viabilité budgétaire à long terme.

Les autorités ont agi sans retard pour endiguer la pandémie

La propagation de la pandémie de coronavirus a été limitée en République slovaque. Le premier cas de COVID-19 a été signalé le 6 mars. Le nombre de nouvelles infections s'est stabilisé relativement vite et celui des hospitalisations est resté faible, ce qui a permis au système de santé de faire face à la pandémie. Le premier décès n'a été annoncé que fin mars et le nombre de morts par habitant est demeuré assez bas.

République slovaque



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) ; et Banque nationale de Slovaquie (NBS, Národná banka Slovenska).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139879>

République slovaque : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République slovaque: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	81.0	3.0	3.9	2.4	-11.1	2.1
Consommation privée	44.6	4.5	4.1	2.1	-9.2	5.2
Consommation publique	15.3	1.0	0.2	4.6	3.9	3.2
Formation brute de capital fixe	17.0	3.5	2.6	6.8	-32.2	-7.2
Demande intérieure finale	77.0	3.5	3.0	3.6	-11.6	2.6
Variation des stocks ¹	1.7	-0.2	0.6	-0.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	78.6	3.3	3.5	3.2	-11.5	2.6
Exportations de biens et services	76.0	3.6	5.3	1.7	-19.0	2.4
Importations de biens et services	73.6	3.9	4.9	2.6	-19.5	3.0
Exportations nettes ¹	2.4	-0.2	0.5	-0.7	0.3	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.2	2.0	2.6	1.6	1.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.4	2.5	2.8	1.1	1.1
IPCH sous-jacent ²	—	1.4	2.0	2.0	1.3	1.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.1	6.5	5.8	9.6	9.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.0	-1.0	-1.3	-10.5	-8.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	65.7	63.6	63.4	78.4	84.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	51.3	49.5	48.0	63.1	69.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.9	-2.6	-2.9	-2.3	-3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138625>

Les autorités se sont empressées d'ordonner des mesures de distanciation alors même que le pays ne comptait qu'un petit nombre de cas confirmés. L'état d'urgence a été proclamé le 12 mars, entraînant la fermeture de tous les magasins non essentiels et l'interdiction des manifestations de masse. Le port du masque en public est devenu obligatoire et les frontières ont été fermées.

L'économie se contracte rapidement

Les mesures de confinement, conjuguées à une incertitude généralisée, ont abouti à un recul abrupt des activités économiques, avec des effets particulièrement prononcés dans les secteurs dépendant des interactions sociales comme le tourisme, l'hébergement et la restauration. En avril, la consommation d'électricité a diminué de plus de 10 % en glissement annuel et le fret de plus de 20 %. De plus, la désorganisation massive des chaînes de valeur mondiales, le repli de la demande et les inquiétudes relatives à la sécurité des travailleurs ont contraint quatre grands groupes automobiles à suspendre temporairement leur production pendant un mois environ. Dans l'Union européenne, principal marché extérieur de la République slovaque, les ventes de voitures se sont effondrées. Cela a eu un impact considérable sur l'économie, le secteur automobile étant le plus important secteur d'activité du pays et représentant près de la moitié de la production industrielle totale.

République slovaque : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République slovaque: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	81.0	3.0	3.9	2.4	-9.3	6.4
Consommation privée	44.6	4.5	4.1	2.1	-7.3	8.3
Consommation publique	15.3	1.0	0.2	4.6	3.9	2.9
Formation brute de capital fixe	17.0	3.5	2.6	6.8	-28.9	7.3
Demande intérieure finale	77.0	3.5	3.0	3.6	-9.8	6.8
Variation des stocks ¹	1.7	-0.2	0.6	-0.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	78.6	3.3	3.5	3.2	-9.7	6.7
Exportations de biens et services	76.0	3.6	5.3	1.7	-15.7	13.9
Importations de biens et services	73.6	3.9	4.9	2.6	-16.3	14.3
Exportations nettes ¹	2.4	-0.2	0.5	-0.7	0.4	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.2	2.0	2.6	1.6	1.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.4	2.5	2.8	1.3	1.2
IPCH sous-jacent ²	—	1.4	2.0	2.0	1.4	1.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.1	6.5	5.8	8.9	7.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.0	-1.0	-1.3	-9.3	-6.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	65.7	63.6	63.4	76.2	78.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	51.3	49.5	48.0	60.8	63.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.9	-2.6	-2.9	-2.2	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138644>

L'économie a bénéficié d'importantes aides publiques

Le gouvernement a annoncé un certain nombre de mesures, atteignant 5.6 % du PIB, tels des reports de cotisations fiscales et sociales et des garanties de prêt, applicables dans l'année en cours, afin d'atténuer la profondeur et la durée de la récession. Ce plan vise en grande partie à protéger les emplois en préservant les relations employeurs-salariés existantes. L'État procure des aides financières aux travailleurs indépendants et aux salariés des entreprises ayant accusé de lourdes pertes de chiffre d'affaires. Au nombre des autres mesures prises figurent les dispositifs de chômage partiel, la réduction des cotisations de sécurité sociale pour les entreprises toujours fermées à cause de la pandémie, ainsi que des aides au revenu pour les personnes ayant perdu leur emploi, y compris celles exerçant des formes d'emploi atypiques. Dans la zone euro, les mesures prises par la BCE aideront à préserver les capacités de prêt des banques et la liquidité bancaire. Pour atténuer encore les problèmes de liquidité, les mesures prises par l'État prévoient également des garanties de prêt et un report temporaire des remboursements d'emprunts immobiliers. La banque centrale a maintenu à 1.5 % le volant de fonds propres contracyclique, revenant sur sa décision de le porter à 2 %.

La reprise va s'amorcer rapidement, mais sera lente

Dans les deux scénarios, l'activité économique s'est redressée en mai selon les estimations, avec une réouverture de l'économie bien plus rapide que prévu liée au faible taux d'infection. Cela étant, un climat de fortes incertitudes pèsera sur la consommation et les décisions d'investissement. En outre, l'économie slovaque tournée vers l'exportation se trouvera encore ralentie par la réorganisation des chaînes d'approvisionnement industrielles et le manque de coordination de la reprise dans d'autres pays. Le PIB devrait reculer de 11.1% dans le scénario de deux chocs successifs, car une nouvelle vague de COVID-19 vers la fin de l'année accroîtrait les incertitudes et pèserait encore plus sur l'activité économique. Dans le scénario du choc unique, le PIB devrait reculer de plus de 9 %. Le chômage va brusquement augmenter, mais cette hausse sera atténuée dans une certaine mesure par les aides publiques. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht atteindra 63 % du PIB dans le scénario du choc unique et 69 % du PIB dans le scénario de deux chocs successifs. Le choc de l'offre entraînera sans doute une augmentation des prix de certains produits, mais les capacités excédentaires devraient contenir l'inflation globale pendant toute la période considérée.

L'aide aux ménages et aux entreprises devrait être déployés efficacement

Le maintien de faibles taux d'infection dans un contexte de déconfinement progressif nécessitera de renforcer la stratégie dite de « test, traçage, traitement », ce qui suppose de préparer des mécanismes d'approvisionnement et des dispositifs logistiques pour pratiquer des tests à grande échelle, ainsi qu'un traçage efficace des contacts, accompagné de mises en quarantaine ciblées. Le gouvernement a immédiatement mis en œuvre des réponses relevant des politiques sociales et de l'emploi pour faire face aux conséquences négatives de la crise. Cela étant, les services publics de l'emploi se heurtent à des problèmes liés à la hausse considérable du nombre de demandes d'allocations diverses, ce qui peut retarder les indemnisations et entraver l'efficacité du programme d'aide. Il sera essentiel de renforcer les services publics de l'emploi et de simplifier les procédures afin de garantir un paiement ponctuel des indemnisations dans la mesure où un grand nombre d'entreprises et de ménages font face à de graves problèmes de liquidité. Il est essentiel de procéder à un suivi étroit de la mise en œuvre du programme et à des évaluations régulières de sa conception (notamment de son ciblage et de sa couverture) dans la mesure où les pouvoirs publics pourraient être amenés à prendre de nouvelles mesures. À l'avenir, si le niveau relativement peu élevé de la dette procure une certaine marge de manœuvre budgétaire, une réforme des retraites sera plus que nécessaire pour limiter les dépenses liées au vieillissement et améliorer la viabilité budgétaire à moyen et long terme.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b849ff07-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.